



52ème Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

**Session parallèle : « Budgétisation sensible au genre :
instrument stratégique pour la transformation économique et
le développement inclusif de l'Afrique »**

Marrakech, 23 Mars 2019

Note Conceptuelle : Synthèse

1. Contexte de la session parallèle

Le Royaume du Maroc a affirmé depuis son indépendance son identité africaine en plaçant le continent au cœur de ses choix stratégiques. Cette vocation africaine du Royaume a pris une nouvelle dimension sous le règne et la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu l'Assiste. Elle s'inscrit désormais dans une vision stratégique long terme qui affirme l'interdépendance entre les croissances socio-économiques africaine et marocaine, dans un contexte de croissance économique africaine soutenue.

L'Afrique est, en effet, actuellement la seconde région la plus dynamique économiquement avec un taux de croissance du PIB moyen de 5,4% sur les vingt dernières années. En 2050, l'économie africaine sera multipliée par 10, et un quart de la population mondiale sera africaine.

Se pose dès lors la question de la pérennisation de cette croissance et de son impact sur le développement humain. La pérennisation du modèle africain suppose que la croissance économique soit fondée sur des secteurs économiques stables et non volatiles, sur un niveau d'investissement important et sur une demande intérieure croissante. Elle suppose donc la réduction des inégalités, sociales et entre les sexes, qui limitent la croissance de la demande intérieure et l'attractivité des pays et donc le niveau d'investissement. Ainsi, la réduction des inégalités entre les sexes augmenterait le PIB de l'Afrique Sub-Saharienne de 27% à horizon 2025 et permettrait, dans le cas du Maroc et pour la seule inégalité d'accès à l'emploi, l'amélioration des revenus par habitant de 46%.

Forts de ce constat, les gouvernements africains se sont engagés à éliminer les inégalités entre les sexes à travers à la fois la ratification de conventions internationales et continentales et des réformes internes légales, politiques et sociales.

En dépit de cet engagement, et des progrès significatifs réalisés, les inégalités entre les sexes persistent en Afrique. Ainsi, les femmes africaines souffrent d'un écart de 13 points de développement humain en moyenne en moins que les hommes. Plus précisément, les femmes et filles africaines n'ont toujours pas un accès égal aux services de base : éducation et santé, et à l'emploi. Le taux d'alphabétisation des femmes ne dépasse pas les 50% dans plus de 12 pays d'Afrique subsaharienne, par exemple la durée moyenne de scolarisation ne dépasse pas 4 ans

chez les femmes en Afrique centrale¹. Le taux de mortalité maternel atteint 477 décès maternels pour 100 000 habitants en Afrique Sub-Saharienne² pour un objectif fixé par l'OMS à moins de 70 décès maternels pour 100 000 habitants. Enfin, l'accès des femmes au marché de l'emploi formel reste faible : 80% des femmes d'Afrique subsaharienne occupent des emplois précaires³. Plus encore, elles sont 54% à ne pas avoir accès au marché de l'emploi, y compris informel⁴.

Dès lors, la mise en place de politiques publiques africaines efficaces visant à lutter contre les inégalités, en particulier les inégalités entre les sexes, apparaît comme une nécessité. Celles-ci, doivent faire des citoyennes et des citoyens, notamment les plus vulnérables, les premiers bénéficiaires de la croissance économique. Pour être faisables et impactantes, des moyens financiers suffisants et traçables doivent être alloués à ces politiques publiques dans un contexte où la mise en place effective de politiques publiques efficaces de lutte contre les inégalités, en particulier les inégalités entre les sexes, se heurte de façon récurrente au manque de moyens financiers accordés ou disponibles, et à la difficile traçabilité des budgets et dépenses.

La mise en place d'une Budgétisation axée sur la performance et Sensible au Genre (BSG) permet de contrer ces obstacles. Elle constitue, à ce titre, l'un des instruments de prédilection de la pérennisation du modèle socio-économique de développement africain.

La Budgétisation Sensible au Genre (BSG) est une approche budgétaire axée sur la performance et respectueuse des principes financiers d'efficacité, d'efficacité et d'équité. Elle vise à lutter contre les inégalités de genre et les discriminations envers les femmes à travers des stratégies et politiques publiques claires accompagnées d'indicateurs de résultats et dotées de budgets annuels traçables. Les pays africains ont été parmi les pionniers dans la mise en place de la BSG. En effet, plus de 15 pays membres de l'Union Africaine ont adopté, suivant différents modèles, et ce depuis près de 20 ans, les principes de la BSG.

Au Maroc, l'engagement pour la BSG s'inscrit dans un engagement plus global du Royaume pour l'atteinte de l'égalité entre les sexes et est porté avec succès par le Ministère de l'Economie et des Finances, en partenariat avec ONU Femmes, depuis 2012. Plusieurs réalisations ont été atteintes, incluant l'adoption d'une Loi Organique relative à la loi de Finances en 2015 imposant, à partir de 2018, la prise en considération de l'aspect genre dans la fixation des objectifs et des indicateurs de performance liés aux programmes budgétaires, ou encore la création par le Ministère de l'Economie et des Finances d'un organe public dédié : le Centre de l'Excellence pour la budgétisation sensible au genre (CE-BSG). Ce Centre a permis des réalisations tangibles tant en matière de renforcement de la mise en place de la BSG auprès de 28 départements ministériels que de rayonnement du Royaume à l'échelle africaine et internationale.

La tenue d'une Session parallèle « Budgétisation sensible au genre : instrument stratégique pour réaliser la transformation économique et le développement inclusif de l'Afrique » dans le cadre de la 52ème Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), s'inscrit dans le cadre de la réflexion menée par les pays africains autour de la pérennisation de leur modèle de développement socio-économique, grâce à la Budgétisation Sensible au Genre. Elle s'appuie sur les bonnes pratiques africaines en matière de BSG, notamment celles entreprises par le Maroc depuis plus de 15 ans.

¹ UNESCO Statistics, 2017.

² Sub-Saharan Africa: A Survey of Gender Budgeting Efforts, IMF, 2016.

³ Rapport du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) sur l'état de la population mondiale en 2017.

⁴ ILO, 2016.

2. Objectif général de la session parallèle

L'objectif général de la session parallèle est de mener une réflexion approfondie, pragmatique sur l'intégration du genre dans le budget comme instrument stratégique de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le contexte de développement actuel de l'Afrique.

3. Programme détaillé de la session parallèle

3.1. Les principes fondateurs de la budgétisation sensible au genre

La promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation est des femmes et des filles, est un droit fondamental consacré par d'importants cadres normatifs régionaux et internationaux. Certains pays africains affichent une excellente performance sur des classements mondiaux. C'est le cas du Rwanda et de l'Afrique du Sud, qui occupent respectivement la 5ème et la 15ème position mondiale sur l'indice mondial d'écart entre les sexes du Forum économique mondial en 2016. Le Maroc ou la Tunisie font figure de pionniers dans la définition et mise en place de lois et stratégies publiques visant à accélérer l'égalité entre les sexes.

Ces pays ont pour élément commun d'avoir intégré la réduction des inégalités entre les sexes comme l'un des objectifs de leur planification socio-économique et de leur budgétisation publique. L'analyse des stratégies marocaine, tunisienne, rwandaise, et sud-africaine de lutte contre les inégalités permet d'identifier un modèle africain réussi de lutte contre les inégalités entre les sexes.

Ces dernières incluent les facteurs clés suivants : (i) l'inscription de l'égalité de genre comme une priorité de la transition politique ; (ii) l'amélioration de la représentativité politique des femmes comme prérequis à la lutte contre les inégalités ; (iii) l'intégration de l'approche méthodologique de planification dite genre ou « Gender Mainstreaming » au sein de la planification et de la budgétisation nationale.

Le Maroc, à titre d'exemple, a entamé en 2002 sous l'impulsion du Ministère de l'Economie et des Finances et avec l'appui d'ONU Femmes, la mise en place de la BSG à l'échelle nationale. Quinze ans après le lancement de la BSG au Maroc, et grâce à une réforme légale, un portage institutionnel fort et la création d'un organe public dédié, 28 départements ministériels ont retenu des objectifs et indicateurs sensibles au genre rattachés aux programmes et, visant à lutter contre les inégalités entre les sexes.

L'analyse des différentes expériences africaines en matière de BSG fait ressortir deux modèles. Le modèle dit « institutionnel », illustré par les expériences marocaines et rwandaises et le modèle dit « de concertation », illustré par les expériences sud-africaines et tanzaniennes.

Le modèle « institutionnel », incarné par les expériences réussies marocaines et rwandaises, se distingue par les tendances suivantes : (i) un portage politique de la BSG par une institution nationale détentrice d'une expertise et de moyens ; (ii) l'adoption d'un cadre légal explicite en faveur de la généralisation de la BSG ; (iii) une implication progressive de l'ensemble des ministères et des autorités territoriales pour la mise en œuvre généralisée de la BSG. Ce modèle est, à l'heure actuelle, celui qui a permis le plus de réalisations tangibles en Afrique. Il est également celui qui pose le plus de défis et d'enjeux de gouvernance et de coordination qu'il conviendra de détailler lors de la session. Le modèle de « concertation », incarné par les expériences sud-africaine et tanzanienne ou encore ougandaise, rassemble les points de

convergence suivants : (i) un portage parlementaire et de la société civile ; (ii) le développement d'un pool d'experts et de données ; (iii) une mise en place effective et un impact tangible sur certains secteurs. Ce modèle de « concertation » présente différents enjeux : opérationnels, politiques et de gouvernance.

Une fois ces deux modèles définis, il convient d'analyser le potentiel de duplication de ces deux modèles majeurs de BSG en Afrique et donc d'identifier les prérequis nécessaires à la généralisation de la BSG à l'échelle du continent. Il convient également d'en évaluer l'impact sur le développement socio-économique.

La session parallèle est organisée pour évaluer les expériences d'intégration du genre dans le budget et leurs impacts pour impulser des politiques de développement sensibles au genre et inclusives.

3.2. Objectifs détaillés de la session parallèle

- Analyser les expériences BSG en Afrique aux fins d'appréhender les résultats, succès, défis et opportunités ;
- Etudier les opportunités d'adoption de la BSG comme modèle novateur de financement public pour l'atteinte des priorités de développement en Afrique ;
- Lancer une plateforme d'échange africaine pour la production de connaissances, d'outils d'aide à la décision et d'innovation en matière de BSG et lutte contre les inégalités à l'échelle africaine.

3.3. Agenda de la session

- Réalisations, impact et défis de la mise en place de la BSG au Maroc – Mr Ahmed Berrada, Directeur National du Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre, Directeur Adjoint du Budget, Ministère de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc ;
- BSG et stratégie nationale de réduction des inégalités – Représentant du Ministère des Finances et de la Planification économique du Rwanda ;
- Rôle et impact de la société civile africaine : l'institutionnalisation, une nécessité ? – Représentant du Ministère de la Planification et des Finances de la République de la Tanzanie ;
- Thème à définir pour le représentant du Ministère des Finances de Tunisie ;
- Enjeux et prérequis à la généralisation de la BSG à l'échelle africaine – Mme Zohra Khan, Governance Policy Advisor, ONU Femmes.

4. Participant(e)s cibles

La session parallèle accueillera 300 participant(e)s de haut niveau, incluant les officiel(le)s des Ministères des Finances, de l'Economie, de la Planification, du Commerce et de l'Industrie, les représentant(e)s de la société civile et du secteur privé, les gouverneur(e)s de la Banque centrale et les représentant(e)s des organisations des Nations Unies.

5. Date et lieu

La session parallèle aura lieu le 23 mars 2019 de 09h00 à 11h00 à l'hôtel Palmeraie Golf Palace, à Marrakech (Royaume du Maroc), en marge de la 52ème Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.

6. Personnes à contacter (CEA-AN)

Pour de plus amples informations, nous vous invitons à contacter:

Point focal – Coordinatrice de la réunion

Amal Nagah Elbeshbishi

elbeshbishi@un.org

Knowledge Management

Salem Sebbar

sebbar@un.org

Communication

Houda Filali-Ansary

filali-ansary@un.org

Documentation

Mohammed Mosseddek

mosseddek.uneca@un.org

Administration / logistique

Lahcen Hmade

hmade@un.org

Secrétariat

Naima Sahraoui

sahraoui.uneca@un.org

Tél. (Bureau) : (+212) 537 71 56 13/537 71 78 2